

PLACE AU PEUPLE

« L'avenir, ce n'est pas ce qui va arriver, c'est ce que nous allons faire »

H.BERGSON (1859-1941)

-ROQUEMAURE -

ASSEMBLEE CITOYENNE

Sur l'EUROPE AUSTERITAIRE ET SES LOBBYS

Le Jeudi 21 FEVRIER 2013 à 18h30

SALLE DU FOYER A SAUVETERRE

Avec CELINE MENESES,

Membre du Secrétariat International du Parti de Gauche,
de la délégation du Front de Gauche au parlement
Européen auprès de **JEAN-LUC MELENCHON**
Membre du Bureau Exécutif du Parti de la Gauche
Européenne auprès de **PIERRE LAURENT**, président du PGE

Petit historique de la construction de l'EUROPE :

Après l'échec de la Communauté Européenne de Défense au début des années 50, la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) est le premier pas vers la construction d'une Union Européenne. L'esprit de la CECA était de créer des liens entre les pays Européens pour rendre impossible tout nouveau conflit entre la France et l'Allemagne. Elle regroupe 6 pays : La France, l'Allemagne, l'Italie, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg. Suite au traité de Rome, le Marché Commun qui donnera la Communauté Economique Européenne (CEE) voit le jour le 1 Janvier 1959. L'objectif de ses partisans est d'arriver à une organisation supranationale qui se substitue aux états par un transfert progressif de compétences. Des relations privilégiées sont développées avec les Etats Unis d'Amérique à travers de l'OTAN (organisation militaire Nord-Atlantique) et des accords économiques. A son arrivée au pouvoir, le Général DE GAULLE s'oppose à la création de cette Europe des pays de l'Ouest sous « protectorat Américain ». Pour lui, les USA et l'URSS dotés tous deux de l'arme nucléaire, ne peuvent plus se frapper directement : l'Europe se retrouve de fait la cible privilégiée d'un affrontement Est-Ouest. Il décide donc de sortir de l'OTAN et cherche à promouvoir l'Europe des nations refusant

tout pas vers l'Europe intégrée (supranationale). Il impose le vote à l'unanimité.

Le 01.01.1973, l'Europe passe de 6 à 9 états, intégrant la Grande Bretagne, l'Irlande et le Danemark. Les 2 chocs pétroliers de 73 et 79 provoquent une réaction désordonnée des 9 pays, chacun cherchant à préserver ses propres intérêts.



Dans le désordre international du flottement des monnaies, les pays Européens hors la Grande Bretagne décident de créer le Système Monétaire Européen (SME) et l'ECU pour mettre en place une parité presque fixe des monnaies à l'intérieur de la CEE afin de faciliter les échanges intra et extra communautaires.

En 1979, le parlement Européen est élu au suffrage universel mais son rôle ne reste que consultatif. Entre 1981 et 1986, la Grèce, l'Espagne et le Portugal rejoignent la CEE.

En 1987, le programme ERASMUS est mis en place pour favoriser les échanges étudiants en Europe et permettre la création

de liens entre les futurs citoyens européens.

En 1989, le mur de Berlin tombe. C'est la réunification des 2 républiques d'Allemagne. François Mitterrand et Helmut Kohl décident de relancer l'Europe politique et ils proposent à leurs homologues de créer l'Union Européenne (UE). C'est l'objet du traité de Maastricht : favoriser l'intégration européenne par la monnaie unique, la Banque Centrale Européenne (BCE) indépendante et y adjoindre un volet politique par une politique étrangère et de défense commune, la création d'une citoyenneté européenne, la possibilité pour les citoyens européens de voter et de se présenter aux élections locales, l'obtention pour le parlement européen d'un pouvoir de veto sur certains domaines et l'élargissement du champ des décisions du conseil à la majorité qualifiée.

En 1995, l'Autriche, la Suède et la Finlande entrent dans l'UE.

Le traité d'Amsterdam en 1997 vient renforcer le dispositif économique d'intégration. En 2004, 10 états de l'Est intègrent l'U.E. L'Europe devient une zone de libre échange mettant en concurrence des états ayant de fortes disparités économique.

La guerre en Yougoslavie montre la faiblesse de l'Europe politique puisque c'est l'OTAN sous commandement américain qui intervient pour mettre un terme à ce

- Ne pas jeter sur la voie publique -

conflit. De même que la guerre d'Irak où les états Européens réagissent différemment.

En 2005, le Traité Constitutionnel Européen, (TCE) qui a pour objectif de donner une constitution à l'U.E., traite essentiellement d'économie et favorise le libéralisme : ouverture des services publics à la concurrence, libéralisation totale des mouvements de capitaux. Le « Non » l'emporte en France. **En 2007, le traité de Lisbonne permet aux gouvernants Européens de contourner le « non » au TCE.**

La crise de 2008 arrive. Les états s'endettent pour sauver les banques et la rigueur est imposée par les critères économiques de Maastricht. **Pour répondre à la spéculation des banques contre les états,** ces derniers inventent le **Traité** pour la Stabilité, la Coopération et la Gouvernance (TSCG) que nous appelons nous le **traité austéritaire**. Il consacre le libéralisme, interdit aux états toute politique d'investissement et les contraint à mettre en œuvre une politique de rigueur qui va rendre exsangues nos pays et créer la misère des peuples européens.

Quels enseignements tirer de cet historique ?

C'est que nous avons évoqué presque exclusivement des mesures concernant l'organisation économique pour la construction européenne. Pour nos gouvernants, l'Europe ne pouvait se construire que par l'économie. Si cette vision strictement économique avait au moins permis que nos concitoyens européens vivent mieux, nous pourrions à la limite accepter que les pays européens s'organisent entre eux pour avoir des échanges commerciaux fructueux dans le cadre d'une démocratie relayée au sein de chaque nation. Hélas, cela n'a pas été le cas.

L'intervention des lobbys dans le processus de création de l'Union Européenne :

Dans les années 1980, les lobbys ont commencé à déferler sur Bruxelles au point que la capitale européenne est devenue la deuxième place mondiale du lobbying après Washington. Plus de 90% des textes présentés par la commission au conseil des ministres et au parlement sont rédigés directement par les lobbys des grandes banques et entreprises mondiales. Vous pensez bien que ces textes ne contreviennent pas aux intérêts de ces multinationales et qu'ils leur permettent de s'enrichir encore et encore. Ils favorisent le libre-échange et organisent la compétitivité des ouvriers et salariés du monde entier, entraînant misère et régression sur toute la planète. Ils sont à l'origine de règlements que nous devons appliquer en Europe et qui nous rendent captifs de leurs prestations ou marchandises.

Les députés européens, seuls représentants

des institutions européennes à être élus au suffrage universel n'ont pas la possibilité de rédiger et proposer des lois. Ils ne peuvent se prononcer que sur les textes présentés par la commission. Le « président » de la commission, le « président » de « l'Euro groupe » et le « ministre » des affaires étrangères européen sont choisis pour leur « aura » inexistante. Ils ne doivent pas faire de l'ombre aux responsables politiques nationaux.

L'Europe n'est devenue qu'une zone de libre-échange ouverte à tous les vents de la concurrence internationale.

Il n'y a eu aucune volonté de nos responsables politiques de créer une Europe des citoyens et des peuples qui la composent. La seule mesure d'échange citoyenne d'ampleur, ERASMUS, n'a concerné que les futures « élites » européennes et est remise en cause parce qu'elle coûterait trop cher...

Pour une Europe des peuples et des citoyens !

Vous ne serez pas surpris de lire que nous considérons que la construction européenne ne doit pas être réalisée uniquement par le biais des échanges économiques. Nous avons pour objectif d'œuvrer pour une Europe de l'harmonisation des droits sociaux et politiques. Nous vous voulons faire reculer les pouvoirs de la commission européenne non élue au profit de ceux du parlement européen et des parlements nationaux dont les pouvoirs d'initiative, de codécision et contrôle seront renforcés. Nous agissons pour une Europe de l'égalité des droits en faveur de la dignité humaine, contre la pauvreté, l'exclusion, les divisions et les discriminations.

Nous avons commencé ce travail au sein du parti de la Gauche Européenne (GUE). Nous travaillons à construire ce programme avec nos camarades de « Die Linke » (la gauche) en Allemagne, de « Syriza » (coalition de la gauche radicale) en Grèce, de « Izquierda Unida » (la gauche unie) en Espagne, le « bloco de esquerda » (bloc des gauches) au Portugal, le « Partito della Rifondazione Comunista » (le parti de la refondation communiste) en Italie et des partis politiques de gauche des autres pays Européens. Céline MENESES est au cœur de ce mouvement et de cet avenir. Cet avenir de la « révolution citoyenne » que la gauche des pays d'Amérique du Sud a commencé à construire et que nous souhaitons réaliser dans les pays de la vieille Europe.

Luc Rousselot.

ET SUR ROQUEMAURE... QUELLES NOUVELLES ? :

Pourquoi l'Assemblée Citoyenne a lieu à Sauveterre et non à Roquemaure ?

Pour l'Assemblée Citoyenne du 10 décembre, nous avons reçu un courrier de Monsieur le Maire nous précisant que la salle nous avait été mise à disposition gratuitement par erreur, et, que désormais si nous voulions l'utiliser hors période électorale nous devrions la louer (pour information, le coût de location de la salle pour une demi-journée en semaine est de 120€). Son interprétation du règlement de prêt et location était donc que le prêt aux partis politiques n'était possible qu'en période de campagne électorale. Nous ne faisons pas la même lecture du règlement, nous avons donc demandé à rencontrer Monsieur le Maire pour en discuter. Devant le maintien de son interprétation, nous lui avons demandé, par courrier, de soumettre à son conseil municipal la modification du règlement afin de permettre explicitement le prêt de la salle aux partis politiques quelle que soit la période. Par courrier du 4 Février 2013, Monsieur le Maire nous a répondu qu'il ne souhaitait pas modifier le règlement. Il ne demandera pas l'avis du conseil municipal. Sur notre commune, la démocratie a donc un prix. Ou, disons le plus clairement, l'objectif est d'empêcher l'expression des opinions divergentes

Quand le Front National bas le rappel :

Vous avez dû recevoir dans vos boîtes aux lettres un bulletin d'adhésion au FN comprenant un appel du dernier candidat aux législatives à rejoindre les listes en formation pour les municipales de 2014. Roquemaure fait parti des objectifs du FN. Nous savons que des proches du FN sont déjà dans la place au sein de la majorité municipale actuelle qui rassemble donc de l'extrême droite à la conseilillère générale socialiste et première adjointe. Contrairement à ce qu'à pu dire cette dernière nous ne pensons pas que gérer une commune consiste uniquement à s'occuper de l'enrobé des routes et des canalisations (encore faut il que ce le soit bien, demandez leur avis aux salariés du centre social) et que l'on peut l'administrer avec n'importe qui. La vie de Roquemaure ne doit pas se limiter au bal du 14 juillet, au feu d'artifice du 15 Août et à la Saint Valentin. Il ne suffit pas commémorer le passé et de s'y accroquer dans la peur. Ce passé doit nous permettre de nous tourner vers l'avenir et de faire de Roquemaure un village vivant où il fait bon vivre.

A VENIR, DANS LE N°6 :

Révolutions citoyennes et démocratie.

<http://partidegauchegard-30.midiblogs.com>

<http://vdr.pcf30.over-blog.com>

<http://www.facebook/PG30comitéUPGVR>



« Le courage, c'est d'agir et de se donner aux grandes causes sans savoir quelle récompense réserve à notre effort l'univers profond, ni s'il lui réserve une récompense. » Jean Jaurès (1859-1914)